

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2023\_147

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande par laquelle l'INRAP sollicite l'autorisation de réaliser des diagnostics archéologiques îlot Gambetta au niveau du 30 boulevard Gambetta,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la route ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

**CONSIDERANT** que pour permettre la réalisation des travaux 30 boulevard Gambetta, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes

**ARRETE**

**Article 1 : Autorisation** : Du 21 au 30 juin 2023, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public 30 boulevard Gambetta, afin d'effectuer des travaux comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 : Règlementation** : La circulation et le stationnement seront temporairement réglementés du 21 au 30 juin 2023 dans les conditions définies ci-après.

**Article 3 : Restriction de circulation et de stationnement**

L'arrêt et le stationnement seront interdits sur 4 emplacements place Jean Sorrel.

La chaussée sera rétrécie boulevard Gambetta au niveau du n°30 boulevard Gambetta.

L'entreprise devra laisser passer les véhicules de secours en toutes circonstances.

**Article 4 : Sécurité et signalisation** : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, par les services techniques de la commune.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

**Article 5 : Mise en Fourrière** : Les véhicules en infraction seront susceptibles d'être verbalisés puis de faire l'objet d'un enlèvement immédiat pour mise en fourrière, conformément aux articles R 417-10 et R325-12 du Code de la Route. Les véhicules seront alors remisés dans les locaux de la société « SAM DEPANNAGE de MARCILLOLES » comme le prévoit la convention contractée entre la mairie de Saint-Marcellin et la société susnommée.

**Article 6 : Publication, affichage et diffusion** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Madame la Directrice générale des Services du Département, le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, l'entreprise chargée du chantier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 7 : Recours** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 05 juin 2023,

**Le Maire,**  
**Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,  
**La Cheffe de Service des Espaces Publics,**  
**Gwenaëlle LAMY**

